Spedizione in abbonamento postale

Anno 94° — Numero 138

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

ROMA - Venerdì, 19 giugno 1953

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle Inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All ESTERO il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1953

(2343)

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1953, n. 437.

Esecuzione dell'Accordo provvisorio di pagamenti fra l'Italia e l'Egitto, concluso al Cairo l'8 novembre 1952.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro e per il commercio con l'estero;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo provvisorio di pagamenti tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo Reale d'Egitto, concluso al Cairo l'8 novembre 1952.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dall'8 novembre 1952, conformemente a quanto stabilito dall'art. 11 dell'Accordo suddetto.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 febbraio 1953

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA — LA MALFA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 giugno 1953
Atti del Governo, registro n. 77, foglio n. 36. — PALLA

Procès-verbal de signature de l'Accord provisoire de paiement entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement Royal d'Egypte.

L'an mil neuf cent cinquante deux et le huitième jour du mois de novembre, au Caire, se sont réunis dans une salle du Palais de la Présidence du Conseil des Ministres:

Monsieur le Président le Lewa MOHAMED NAGUIB, Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères *a. i.* assisté de M. HUSSEIN RADI, Sous Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères et de MM. ISKANDAR EL WAHABY et le Dr. HASSAN ISMAIL Ministres Plénipotentiaires, au dit Ministère.

Monsieur ANDREA FERRERO, Chargé d'Affaires *a. i.* de l'Ambassade d'Italie en Egypte, assisté de MM. VINCENZO VOGLIOLO, Conseiller Commercial de l'Ambassade d'Italie en Egypte, ARNALDO PIZZI, représentant de l'Ufficio Italiano dei Cambi, et GENNARO DE MARTINO, Secrétaire.

En vue de procéder à la signature de l'Accord provisoire de paiement entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement Royal d'Egypte.

Monsieur le Président le Lewa Mohamed Naguib ayant déclaré que le Conseil des Ministres l'a autorisé à signer l'Accord ci-haut mentionné au nom du Gouvernement Royal d'Egypte et Monsieur Andrea Ferrero ayant produit le texte du télégramme du Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères de la République Italienne l'autorisant à signer ce document au nom de son Gouvernement, il a été procédé à la signature du dit Accord.

En foi de quoi, le présent Procès-Verbal a été rédigé et signé en double exemplaire.

Pour le Gouvernement Royal d'Egypte
MOHAMED NAGUIB

Pour le Gouvernement de la République Italienne
A. FERRERO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Accord provisoire de paiement entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement Royal d'Egypte

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Egyptien sont convenus de ce qui suit:

Article 1

La National Bank of Egypt, agissant pour le Gouvernement Egyptien, ouvrira au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, agissant pour le Gouvernement Italien, un compte en livres égyptiennes. Ce compte sera dénommé « Compte livres égyptiennes ». L'Ufficio Italiano dei Cambi, agissant pour le Gouvernement Italien, ouvrira au nom de la National Bank of Egypt, agissant pour le Gouvernement Egyptien, un compte en lires italiennes. Ce compte sera dénommé « Compte lires ». Ces deux comptes ne pourront en aucun moment présenter un solde débiteur.

Dans ces comptes seront comptabilisés les règlements effectués au profit des personnes morales et physiques résidant en Egypte par les personnes morales et physiques résidant dans la zone monétaire italienne et au profit des personnes morales et physiques résidant dans la zone monétaire italienne, par les personnes morales et physiques résidant en Egypte.

Article 2

Le taux de change appliqué à tous les règlements portés aux comptes visés à l'art. 1er, sera le taux de change entre la livre égyptienne et la lire italienne, tel qu'il sera déterminé sur la base, d'une part, par le rapport des cours officiels du dollar USA au Caire (soit actuellement 2,87156 dollars USA pour 1 livre égyptienne) et, d'autre part, des cotations du dollar USA « Conti valutari esportazioni e rimesse » (moyenne arithmétique des cours de clôture cotés aux Bourses de Rome et de Milan) en Italie.

Ce taux de change sera dénommé « cours officiel » dans les articles qui suivent.

Si le cours officiel venait à être modifié, les comptes tenus par les deux Institutions seraient arrêtés et les soldes compensés au cours officiel précédemment en vigueur. Dans le cas où le solde résultant de cette compensation serait esprimé dans la monnaie dont la valeur a été réduite, il serait ajusté par le Gouvernement débiteur dans la proportion de la variation intervenue.

Article 3

La National Bank of Egypt et l'Ufficio Italiano dei Cambi pourront se céder réciproquement leur monnaie nationale contre la monnaie de l'autre Pays au cours officiel. Le montant de chaque cession sera porté par chacune des deux Institutions au crédit du compte tenu au nom de l'autre Institution.

Sans préjudice des dispositions faisant l'objet des articles 6 et 8 ci-après, aucune des deux Institutions ne pourra demander le transfert dans une monnaie tierce ou la conversion en or des avoirs qu'elle se sera constitués chez l'autre par application des dispositions qui précèdent.

Article 4

Sur la base de réciprocité, les Autorités compétentes des deux pays donneront, dans le cadre de leur réglementation respective en matière de change, les autorisations voulues pour que puissent être effectués les paiements courants visés ci-dessus et définis à l'Annexe N. 1.

Article 5

Il est constitué une Commission Mixte composée des deux Délégations, l'une de représentants officiels italiens, l'autre de représentants officiels égyptiens, chargée de suivre l'exécution du present Accord et de faire toute proposition tendant à améliorer les relations économiques entre l'Italie et l'Egypte. Elle est également chargée d'éliminer les difficultés éventuellement constatées dans les paiements mutuels et — en tenant compte des expériences tirées de l'exécution du présent Accord — de modifier celui-ci au cas où la nécessité se présente.

La Commission Mixte se réunira à la demande du Président d'une des deux Délégations.

Article 6

Si le solde résultant de la compensation des comptes visés à l'Article 1 vient à dépasser 2 millions de livres égyptiennes ou l'équivalent de ce montant en lires italiennes, l'Institution creancière aura le droit de se faire rembourser le montant excédant ce chiffre en une tierce monnaie. Le remboursement se fera en la monnaie offerte par l'Institution débitrice et acceptée par l'Institution créancière.

Toutefois, dans le cas où le solde résultant de la compensation susdite atteint L. E. 1.500.000 ou l'equivalent de ce montant en lires italiennes, la Commission Mixte prévue à l'article 5 précédent, se réunira d'urgence en vue d'arrêter les mesures utiles pour rétablir l'équilibre des paiements.

Lorsque le solde résultant de la compensation des comptes prévue à l'article 1er dépassera un million de livres égyptiennes, ou sa contrevaleur en lires italiennes, le surplus portera intérêt au profit du Pays créancier au taux de 1 pour cent l'an.

Si le cours officiel venait a être modifié, les chiffres ci-dessus exprimés dans celle des deux monnaies dont la valeur aurait été réduite seraient ajustés en proportion de la variation intervenue.

Article 7

La National Bank of Egypt aura le droit, à tout moment, de vendre au cours officiel à l'Ufficio Italiano dei Cambi, contre tout ou partie des soldes en livres égyptiennes détenus par ce dernier au titre du présent Accord, les lires italiennes dont elle est créditrice au compte en lires visé à l'article 1er. Elle pourra également, moyennant l'accord de l'Ufficio Italiano dei Cambi, lui vendre toute tierce monnaie au prix d'achat officiel pratiqué par ce dernier.

L'Ufficio Italiano dei Cambi aura le droit, à tout moment, de vendre au cours officiel à la National Bank of Egypt, contre tout ou partie des soldes en lires italiennes détenus par cette dernière au titre du présent Accord, les livres égyptiennes dont il est créditeur au compte en livres égyptiennes visé à l'article 1er. Il pourra également, moyennant l'accord de la National Bank of Egypt, lui vendre toute tierce monnaie au prix d'achat officiel pratiqué par cette dernière.

Article 8

A l'expiration du présent Accord, les deux comptes prévus à l'article 1 resteront ouverts pour un délai de trois mois pour la liquidation des opérations en cours.

A la fin de la dite période, le solde résultant de la compensation des deux comptes précités sera réglé par l'Institution débitrice en une tierce monnaie. Le règlement se fera en la monnaie offerte par l'Institution débitrice et acceptée par l'Institution créditrice.

Les dispositions de l'article 6 de l'Accord demeureront en vigueur après son échéance jusqu'à clôture définitive des comptes visés à l'article 1er.

Article 9

Si les parties contractantes adhérent à une convention monétaire plurilatérale avant l'expiration du présent Accord, elle reverront les termes de ce dernier, en vue d'y apporter toutes modifications qui seraient jugées nécessaires.

Article 10

La National Bank of Egypt et l'Ufficio Italiano dei Cambi régleront, d'entente commune, les questions d'ordre technique pour l'exécution du présent Accord.

Article 11

Le présent Accord entrera en vigueur le 8 novembre 1952 et peut être dénoncé en tout temps, sous préavis d'un mois, au plus tôt pour le 31 janvier 1953.

Pour le Gouvernement Royal d'Egypte
MOHAMED NAGUIB

Pour le Gouvernement de la République Italienne
A. FERRERO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

ANNEXE

DEFINITION DES PAIEMENTS COURANTS

Seront considérés comme paiements courants les paiements correspondant aux opérations suivantes:

1 *Fournitures de marchandises à l'exclusion des marchandises en transit.*

2. *Services commerciaux et autres*:

Frais de transport relatifs à tous genres de trafic maritime, fluvial, terrestre ou aérien.

Autres frais connexes au mouvement des marchandises.

Frais d'entreposage, de dédouanement, etc.

Assurances marchandises (primes et indemnités).

Commissions, courtages, frais de représentation et de publicité.

Frais normaux de transformation, d'usinage, de réparation, etc.

Salaires, honoraires, cachets d'artistes et de sportifs, pensions et rentes.

Frais et bénéfices relatifs au commerce de transit realisés en Italie, respectivement en Egypte.

Frais encourus dans les ports et aéroports italiens, respectivement égyptiens, par des navires et avions sous pavillon égyptien, respectivement sous pavillon italien (à l'exclusion des frais de bunker et pour provisions de bord lorsqu'il s'agit d'achats de marchandises à l'état étranger).

3. *Opérations assimilées aux transactions commerciales*:

Assurances diverses et réassurances (primes, pensions, rentes, indemnités) pour autant que les montants relatifs soient payables dans la monnaie de l'un des deux Pays.

Frais d'entretien, de subsistance et de secours.

Frais de voyage, de scolarité, d'hospitalisation, de cure et de séjour.

Dépenses et recettes de services publics (impôts, amendes, etc.).

Entretien des postes diplomatiques et consulaires, etc.

Règlements périodiques des administrations des Postes, Télégraphes, Téléphones et des entreprises publiques de transport.

Redevances, cotisations, abonnements, et autres frais semblables.

Droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique, droits d'auteur, droits d'exploitation de films.

Frais et taxes pour l'enregistrement et le maintien de brevets, licences, marques de fabrique, etc.

Recettes consulaires.

4. *Bénéfices d'exploitation*:

Participations de succursales aux frais de gestion du siège central.

Frets maritimes dûs à des navires sous pavillon italien et égyptien pour des transports effectués dans l'intérêt d'opérateurs de l'un des deux Pays.

Transports de personnes résidant en Italie, respectivement en Egypte, par navires ou avions sous pavillon égyptien, respectivement par navires ou avions sous pavillon italien.

5. *Réglements d'intérêts, revenus, amortissements contractuels.*

6. *Tout autre paiement que les deux Gouvernements ou les Autorités compétentes désignées par eux à cette fin, conviendraient d'inclure dans la liste ci-dessus.*

A. FERRERO MOHAMED NAGUIB

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 marzo 1953, n. 438.

Soppressione del Consolato di 1ª categoria in New Orleans (U.S.A.) ed istituzione di un Consolato generale di 1ª categoria nella stessa località.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 28 gennaio 1866, n. 2804;
Visto il regio decreto 7 giugno 1866, n. 2996;
Visto il regio decreto 29 novembre 1870, n. 6090;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 febbraio 1948, n. 226, e successive modificazioni;
Vista la legge 24 gennaio 1951, n. 13;
Udito il parere del Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Il Consolato di 1ª categoria in New Orleans (U.S.A.) è soppresso.

Art. 2.

E' istituito in New Orleans (U.S.A.) un Consolato generale di 1ª categoria con la seguente circoscrizione territoriale: gli Stati di Alabama, Florida, Georgia, Louisiana, Mississipì e Texas.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana ed ha effetto a decorrere dalla sua data.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 marzo 1953

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 giugno 1953
Atti del Governo, registro n. 77, foglio n. 55. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 marzo 1953, n. 439.

Soppressione del Vice consolato di 1ª categoria in Detroit (U.S.A.) ed istituzione di un Consolato di 1ª categoria nella stessa località.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 28 gennaio 1866, n. 2804;
Visto il regio decreto 7 giugno 1866, n. 2996;
Visto il regio decreto 29 novembre 1870, n. 6090;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 febbraio 1948, n. 226, e successive modificazioni;
Vista la legge 4 gennaio 1951, n. 13;
Udito il parere del Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Il Vice consolato di 1ª categoria in Detroit (U.S.A.) è soppresso.

Art. 2.

E' istituito in Detroit (U.S.A.) un Consolato di 1ª categoria.

Art. 3.

La circoscrizione territoriale del predetto Consolato viene stabilita come segue: gli Stati di Michigan e Indiana, eccettuata la Lake County.

Art. 4.

La circoscrizione territoriale del Consolato generale di 1ª categoria in Chicago (U.S.A.) è modificata come segue: gli Stati di Illinois, Iowa, Minnesota, North Dakota, South Dakota, Wisconsic la Lake County dello Stato di Indiana.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana ed ha effetto a decorrere dalla sua data.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 marzo 1953

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 giugno 1953
Atti del Governo, registro n. 77, foglio n. 53. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 marzo 1953, n. 440.

Soppressione della Legazione d'Italia in Berna (Svizzera) ed istituzione di una Ambasciata d'Italia nella stessa località.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 29 novembre 1870, n. 6090;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 febbraio 1948, n. 226, e successive modificazioni;
Vista la legge 4 gennaio 1951, n. 13;
Udito il parere del Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

La Legazione d'Italia in Berna (Svizzera) è soppressa.

Art. 2.

E' istituita in Berna (Svizzera) un'Ambasciata.

Art. 3.

E' istituita in Berna (Svizzera) una Cancelleria consolare alle dipendenze dell'Ambasciata con la seguente circoscrizione territoriale: i Cantoni di Berna e Neuchâtel.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana ed ha effetto a decorrere dalla sua data.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 marzo 1953

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *giugno* 1953
Atti del Governo, registro n. 77, *foglio n.* 54. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 marzo 1953, n. 441.

Soppressione del Vice consolato di 1ª categoria in Seattle (U.S.A.) ed istituzione di un Consolato di 1ª categoria nella stessa località.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 28 gennaio 1866, n. 2804;
Visto il regio decreto 7 giugno 1866, n. 2996;
Visto il regio decreto 29 novembre 1870, n. 6090;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 febbraio 1948, n. 226, e successive modificazioni;
Vista la legge 4 gennaio 1951, n. 13;
Udito il parere del Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Il Vice consolato di 1ª categoria in Seattle (U.S.A.) è soppresso.

Art. 2.

E' istituito in Seattle (U.S.A.) un Consolato di 1ª categoria.

Art. 3.

La circoscrizione territoriale del predetto Consolato viene stabilita come segue: gli Stati di Washington, Oregon, Idaho, Montana e il Territorio dell'Alaska.

Art. 4.

La circoscrizione territoriale del Consolato generale di 1ª categoria in San Francisco (U.S.A.) è modificata come segue: la California settentrionale, gli Stati di Nevada, Utah e Stabilimenti francesi di Oceania.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana ed ha effetto a decorrere dalla sua data.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 marzo 1953

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *giugno* 1953
Atti del Governo, registro n. 77, *foglio n.* 56. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 aprile 1953, n. 442.

Emissione di una cartolina postale celebrativa della Fiera del Mediterraneo - Palermo 1953.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 21 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;
Visto l'art. 239 del regolamento per i servizi postali (titolo preliminare e parte prima), approvato con regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;
Riconosciuta l'opportunità di emettere una cartolina postale celebrativa della Fiera del Mediterraneo - Palermo 1953;
Sentito il Consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per le poste e le telecomunicazioni;

Decreta:

Art. 1.

E' autorizzata l'emissione di una cartolina postale celebrativa della Fiera del Mediterraneo - Palermo 1953.

Art. 2.

Con decreto del Ministro per le poste e le telecomunicazioni, di concerto con il Ministro per il tesoro, verranno stabilite le caratteristiche tecniche della cartolina di cui all'art. 1 del presente decreto e saranno indicati i termini per la validità di essa.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 aprile 1953

EINAUDI

DE GASPERI — SPATARO

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *giugno* 1953
Atti del Governo, registro n. 77, *foglio n.* 44. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 aprile 1953, n. 443.

Emissione di un francobollo celebrativo degli Ordini al Merito del lavoro e della Stella al Merito del lavoro, in occasione del 1° maggio 1953.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 21 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto l'art. 239 del regolamento per i servizi postali (titolo preliminare e parte prima), approvato con regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;

Riconosciuta la opportunità di emettere un francobollo celebrativo degli Ordini al Merito del lavoro e della Stella al Merito del lavoro, in occasione del 1° maggio 1953;

Sentito il Consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per le poste e le telecomunicazioni;

Decreta:

Art. 1.

E' autorizzata l'emissione di un francobollo celebrativo degli Ordini al Merito del lavoro e della Stella al Merito del lavoro, in occasione del 1° maggio 1953.

Art. 2.

Con decreto del Ministro per le poste e le telecomunicazioni, di concerto con il Ministro per il tesoro, verranno precisate le caratteristiche tecniche del francobollo di cui all'art. 1 del presente decreto e saranno indicati i termini per la validità ed il cambio del francobollo medesimo.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 aprile 1953

EINAUDI

DE GASPERI — SPATARO

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *giugno* 1953

Atti del Governo, registro n. 77, *foglio n.* 43. — PALLA

DECRETO MINISTERIALE 5 maggio 1953.

Rinnovazione della Commissione provinciale per il collocamento di Sondrio.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce, in due anni, la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto Ministeriale 9 gennaio 1950 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Sondrio e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

Articolo unico.

E' ricostituita nella provincia di Sondrio, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Mainini dott. Carlo, direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro;

Santini Giuseppe, funzionario dell'Ufficio del lavoro, designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

Membri:

Ferruggia geom. Salvatore, rappresentante del Genio civile;

De Bernardi Luigi, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Forlani dott. Domenico, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Carretto Giorgio, Vicinelli Franco, Alesiano Alfredo, Achille rag. Carlo, Anghileri Cesare, Panceri Mario e Boffini Antonio, rappresentanti dei lavoratori;

Massera dott. Virgilio, Andreani Mario, Maspes rag. Alfredo e Del Vò Pietro, rappresentanti dei datori di lavoro;

Dioli Emilio, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 maggio 1953

Il Ministro: RUBINACCI

(2845)

DECRETO MINISTERIALE 5 maggio 1953.

Rinnovazione della Commissione provinciale per il collocamento di Avellino.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce, in due anni, la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto Ministeriale 3 novembre 1949 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Avellino e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

Articolo unico.

E' ricostituita nella provincia di Avellino, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Pascale dott. Nicola, direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro;

Ciaburri dott. Mario, funzionario dell'Ufficio del lavoro, designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

Membri:

Gubitosi geom. Guido, rappresentante del Genio civile;

Cammino dott. Guglielmo, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

De Rosa dott. Mario, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

De Simone dott. Umberto, Tarantino dott. Vittorio, Amore dott. Silvestro, Ciasullo Gabriele, Telaro rag. Antonio, Napolitano Salvatore e Manganelli Alberto, rappresentanti dei lavoratori;

Spica Umberto, Raccagni dott. Cesare, Faieldattilo avv. Francesco e Famiglietti Vincenzo, rappresentanti dei datori di lavoro;

Fuzzati Deielmo, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 maggio 1953

Il Ministro: RUBINACCI

(2846)

DECRETO MINISTERIALE 6 maggio 1953.

Protezione temporanea ai brevetti, modelli e marchi relativi ad oggetti esposti nel « I Salone internazionale delle materie prime, macchinari e forni per ceramica » a Vicenza.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, numero 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figureranno nelle esposizioni:

Visto l'art. 1 del regio decreto 25 agosto 1940, numero 1411, in forza del quale il regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, sopra richiamato si applica anche nella materia dei modelli di utilità e dei modelli e disegni ornamentali;

Visto l'art. 6 del regio decreto 21 giugno 1942, numero 929, riguardante la protezione temporanea dei nuovi marchi apposti su prodotti o merci che figureranno nelle esposizioni;

Vista la domanda del presidente dell'Ente « Fiera di Vicenza »;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nel « I Salone internazionale delle materie prime, macchinari e forni per ceramica » che avrà luogo in Vicenza dal 5 al 20 settembre 1953, godranno della protezione temporanea stabilita dalle leggi 29 giugno 1939, n. 1127, 25 agosto 1940, n. 1411 e 21 giugno 1942, n. 929.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti a norma degli articoli 104 del regio decreto 5 febbraio 1940, n. 244, e 109 del regio decreto 31 ottobre 1941, n. 1354.

Roma, addì 6 maggio 1953

Il Ministro: CAMPILLI

(2877)

DECRETO MINISTERIALE 6 maggio 1953.

Protezione temporanea ai brevetti, modelli e marchi relativi ad oggetti esposti nella « VII Mostra nazionale laniera e della ceramica » a Vicenza.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, numero 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figureranno nelle esposizioni;

Visto l'art. 1 del regio decreto 25 agosto 1940, numero 1411, in forza del quale il regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, sopra richiamato si applica anche nella materia dei modelli di utilità e dei modelli e disegni ornamentali;

Visto l'art. 6 del regio decreto 21 giugno 1942, numero 929, riguardante la protezione temporanea dei nuovi marchi apposti su prodotti o merci che figureranno nelle esposizioni;

Vista la domanda del presidente dell'Ente « Fiera di Vicenza »;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « VII Mostra nazionale laniera e della ceramica » che avrà luogo in Vicenza dal 5 al 20 settembre 1953, godranno della protezione temporanea stabilita dalle leggi 29 giugno 1939, n. 1127, 25 agosto 1940, n. 1411 e 21 giugno 1942, n. 929.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti a norma degli articoli 104 del regio decreto 5 febbraio 1940, n. 244, e 109 del regio decreto 31 ottobre 1941, n. 1354.

Roma, addì 6 maggio 1953

Il Ministro: CAMPILLI

(2878)

DECRETO MINISTERIALE 23 maggio 1953.

Riconoscimento del comune di Bondeno ai fini della legge 9 agosto 1948, n. 1078, recante disposizioni eccezionali sulle proroghe degli sfratti.

IL MINISTRO PER L'INTERNO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto l'art. 1 della legge 9 agosto 1948, n. 1078, recante disposizioni eccezionali sulle proroghe degli sfratti nei Comuni che presentano forte penuria di abitazioni;

Vista la proposta del Prefetto di Ferrara;

Decreta:

Il comune di Bondeno è riconosciuto centro con forte penuria di abitazioni ai sensi e per gli effetti della legge sopraindicata.

Roma, addì 23 maggio 1953

Il Ministro per l'interno
SCELBA

Il Ministro per i lavori pubblici
ALDISIO

(2879)

DECRETO MINISTERIALE 25 maggio 1953.

Valutazione in contanti delle retribuzioni in natura corrisposte ai lavoratori dipendenti dalle aziende appartenenti al settore del commercio e delle professioni e arti della Cassa unica per gli assegni familiari, in provincia di Lucca.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 3 del decreto luogotenenziale 1° agosto 1945, n. 692, sulla determinazione degli elementi della retribuzione da considerare ai fini del calcolo dei contributi per gli assegni familiari;

Sentito il Comitato speciale per gli assegni familiari;

Decreta:

Art. 1.

Ai fini del versamento dei contributi per gli assegni familiari, il valore in contanti delle retribuzioni in natura corrisposte ai lavoratori dipendenti dalle aziende appartenenti al settore del commercio e delle professioni e arti della Cassa unica per gli assegni stessi, in provincia di Lucca, è determinato nella misura seguente:

L. 6000 mensili, per due pasti giornalieri;
L. 3000 mensili, per un pasto giornaliero;
L. 600 mensili, per l'alloggio.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 maggio 1953

Il Ministro: RUBINACCI

(2857)

DECRETO MINISTERIALE 25 maggio 1953.

Valutazione in contanti delle prestazioni in natura corrisposte ai lavoratori dipendenti dalle aziende della provincia di Pavia appartenenti ai settori dell'agricoltura, dell'industria e dell'artigianato, del commercio e delle professioni e arti della Cassa unica per gli assegni familiari.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 3 del decreto luogotenenziale 1° agosto 1945, n. 692, sulla determinazione degli elementi della retribuzione da considerare ai fini del calcolo dei contributi per gli assegni familiari;

Sentito il Comitato speciale per gli assegni familiari;

Decreta:

Art. 1.

Ai fini del versamento dei contributi per gli assegni familiari, il valore in contanti delle prestazioni in natura corrisposte ai lavoratori dipendenti dalle aziende appartenenti ai settori dell'agricoltura, dell'industria e dell'artigianato, del commercio e delle professioni e arti della Cassa unica per gli assegni stessi, in provincia di Pavia, è determinato, con decorrenza dall'inizio del periodo di paga successivo alla data del 1° novembre 1951, nelle misure seguenti:

Settore per l'agricoltura:

alloggio ed annessi: L. 3000 annue.

Generi in natura:

frumento, L. 6250 al quintale; granoturco L. 4500 al quintale; riso, L. 9000 al quintale; vino, L. 3500 all'ettolitro; legna, essenza dolce («come viene dalla scalva di 3 anni»), L. 300 al quintale; legna stagionata, L. 500 al quintale; latte, L. 48 al litro.

Settore per l'industria e per l'artigianato:

alloggio, comprensivo di luce, legna per riscaldamento e orto: a vano L. 3000 annue.

Settori per il commercio e per le professioni e arti (ad eccezione dei proprietari di fabbricati):

vitto: per un pasto giornaliero, L. 3000 mensili; per due pasti giornalieri, L. 6000 mensili;

alloggio: L. 2000 mensili.

Per i dipendenti da proprietari di fabbricati:

alloggio: comprensivo di acqua, luce e riscaldamento, L. 1500 mensili; comprensivo di sola acqua e luce, L. 1000 mensili.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 maggio 1953

Il Ministro: RUBINACCI

(2856)

DECRETO MINISTERIALE 3 giugno 1953.

Determinazione del valore in contanti delle retribuzioni in natura, corrisposte ai lavoratori dipendenti dalle aziende della provincia di Arezzo, inquadrate nella Cassa unica degli assegni familiari.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 3 del decreto luogotenenziale 1° agosto 1945, n. 692, sulla determinazione degli elementi della retribuzione da considerare ai fini del calcolo dei contributi per gli assegni familiari;

Sentito il Comitato speciale per gli assegni familiari;

Decreta:

Art. 1.

Ai fini del versamento dei contributi per gli assegni familiari, il valore in contanti delle retribuzioni in natura corrisposte ai lavoratori dipendenti dalle aziende appartenenti ai diversi settori della Cassa unica per gli assegni stessi, in provincia di Arezzo, è determinato nella misura seguente:

Vitto:

L. 7200 mensili, per due pasti giornalieri;
L. 3600 mensili, per un pasto giornaliero.

Alloggio:

L. 1500 mensili.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 giugno 1953

Il Ministro: RUBINACCI

(2858)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Modalità per la prenotazione e l'assegnazione degli alloggi « con promessa di vendita » e « in locazione » costruiti per i lavoratori, per conto della Gestione I.N.A.-Casa, dagli enti incaricati dal Comitato di attuazione a sensi dell'art. 11, comma primo, della legge 28 febbraio 1949, n. 43.

COMUNICATO N. 11

CAPO I. — *Modalità per la prenotazione e l'assegnazione degli alloggi che vengono messi per la prima volta a concorso*

A) *Condizioni per poter concorrere all'assegnazione degli alloggi.*

Ai sensi dell'art. 35 del regolamento approvato con decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1949, n. 436, la Gestione I.N.A.-Casa rende noto che tutti i lavoratori i quali:

a) abbiano versato una mensilità di contributi dovuti alla Gestione medesima ai sensi della legge 28 febbraio 1949, n. 43;

b) prestino abitualmente la loro opera in una delle località costituenti le circoscrizioni di zona stabilite dal Comitato di attuazione;

c) non siano proprietari di altro alloggio in una delle suddette località e dimostrino che nessuno dei componenti il nucleo familiare sia proprietario di un alloggio in una delle località suddette;

possono prenotarsi per l'assegnazione di un alloggio « a riscatto ».

L'elenco delle località costituenti ciascuna circoscrizione di zona è indicato negli appositi bandi.

Tutti i lavoratori che si trovino nelle condizioni di cui alle lettere *a*) e *b*) e che, pur essendo eventualmente proprietari di alloggio, non ne possono usufruire per cause non imputabili alla propria volontà, possono richiedere l'assegnazione di un alloggio « in locazione ».

Dall'assegnazione degli alloggi costruiti dagli enti incaricati dal Comitato di attuazione a sensi dell'art. 11, comma primo, della legge, sono esclusi coloro che siano dipendenti da aziende o soci di cooperative autorizzate a costruire direttamente case per i propri dipendenti o soci a sensi dell'art. 11, comma secondo, e così pure i dipendenti da pubbliche amministrazioni incaricate dal Comitato di attuazione di costruire alloggi per i propri dipendenti a sensi dell'art. 11, comma primo, salvo i dipendenti di quelle Amministrazioni dello Stato, per i quali detta esclusione sia venuta a cessare. Tali cessazioni di esclusione vengono di volta in volta segnalate ai competenti Uffici del lavoro.

B) *Bandi di prenotazione.*

Nei singoli bandi, da redigersi secondo il testo predisposto dalla Gestione, vengono precisati i termini per la presentazione delle domande; la ripartizione degli alloggi tra quelli da riservare a dipendenti da Amministrazioni dello Stato, delle Provincie, dei Comuni e da istituzioni pubbliche di assistenza e beneficenza, e quelli da riservare ai dipendenti da altri datori di lavoro; la ripartizione degli alloggi tra quelli da assegnare « a riscatto » e quelli da assegnare « in locazione ».

La Gestione I.N.A.-Casa si riserva la facoltà di apportare varianti in sede di assegnazione al numero, alla consistenza ed alla destinazione degli alloggi, qualora, nel corso delle costruzioni, per esigenze di carattere tecnico o amministrativo, si fossero rese necessarie modifiche ai progetti iniziali. Si riserva inoltre di variare la destinazione degli alloggi qualora il numero delle domande di prenotazione fosse inferiore al numero degli alloggi messi a concorso con il bando di prenotazione.

Detti bandi per la prenotazione degli alloggi sono affissi a cura dei Comuni interessati, nei rispettivi albi comunali; nei cantieri relativi alle costruzioni alle quali il bando si riferisce, nelle pubbliche vie del Comune o dei Comuni facenti parte della « circoscrizione di zona », indicati nella prima parte dei bandi stessi, in numero sufficiente perchè tutti i lavoratori aventi diritto possano agevolmente prenderne cognizione; della pubblicazione sarà data notizia a mezzo della stampa locale e della radio.

C) *Domande di prenotazione.*

Il periodo utile per la presentazione delle domande è di trenta giorni, estremi inclusi, con inizio non prima di venti giorni dalla data di affissione del bando. Comunque la Gestione si riserva di protrarre per tutti i lavoratori i termini di cui sopra nei casi di documentata necessità.

Le domande di prenotazione devono essere redatte sui moduli predisposti dalla Gestione I.N.A.-Casa, che gli interessati possono ritirare presso i competenti Uffici del lavoro e dipendenti Uffici comunali di collocamento dei Comuni interessati.

Per ogni modulo rilasciato è prescritto il versamento all'Ufficio del lavoro di L. 30 quale rimborso spese.

Le domande presentate in occasione dei bandi precedenti devono essere rinnovate per ciascun nuovo bando.

Sulle domande il datore di lavoro deve attestare l'avvenuto versamento di almeno una mensilità di contributi. Le domande stesse, accuratamente compilate in ogni loro voce secondo le modalità risultanti dai moduli devono pervenire ai competenti Uffici del lavoro unitamente allo stato di famiglia del richiedente (di data non anteriore a tre mesi), sul quale deve essere fatto dichiarare dall'Ufficio distrettuale delle imposte dirette e del Catasto (nella cui circoscrizione si trova la località ove sorgono le costruzioni), se il richiedente ed i componenti il suo nucleo familiare risultano iscritti nei ruoli dell'imposta fabbricati.

Gli Uffici del lavoro provvederanno a trasmettere alle Commissioni provinciali di cui all'art. 14 del decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1949, n. 340, tutte le domande presentate.

Le domande che contengono dichiarazioni non veritiere non sono prese in considerazione ai fini della graduatoria, salvo l'applicazione delle sanzioni previste dalla legge qualora il fatto costituisca reato, perseguibile penalmente.

D) *Richiesta di documentazione.*

Le Commissioni provinciali a prova delle dichiarazioni rese in domanda, possono richiedere ai lavoratori interessati la presentazione di alcuni dei seguenti documenti:

1) dichiarazione dell'Ufficio d'igiene del Comune, e certificato del medico condotto, attestante che il richiedente ed i componenti il suo nucleo familiare abitano in un alloggio assolutamente antigienico;

2) dichiarazione dell'Ufficio del genio civile attestante che il richiedente abita in una casa sinistrata e dichiarata pericolosa;

3) dichiarazione del sindaco del Comune di attuale residenza attestante che il richiedente è profugo da territori ceduti per effetto del Trattato di pace;

4) altro certificato di stato di famiglia, sul quale l'Ufficio delle imposte dirette deve attestare per il richiedente e per le altre persone del nucleo familiare l'ammontare dei redditi accertati per ciascuno di essi.

Le Commissioni richiederanno inoltre direttamente agli Uffici di pubblica sicurezza (od in mancanza di questi ultimi alla Tenenza o alla Stazione dei carabinieri) del luogo di residenza tutte le informazioni necessarie per accertare la veridicità delle dichiarazioni contenute nelle domande.

E) *Graduatorie per l'assegnazione degli alloggi e disposizioni particolari.*

Le Commissioni provvederanno alla formazione delle graduatorie di cui all'art. 17 della legge 28 febbraio 1949, n. 43, tenendo conto dei criteri preferenziali stabiliti nel decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1949, n. 436 e nel decreto del Presidente della Repubblica 16 settembre 1951, n. 1089.

La graduatoria formata per le domande inoltrate a seguito di un determinato bando potrà essere utilizzata per l'assegnazione, oltre che degli alloggi elencati in tale bando, anche degli alloggi messi a concorsi con bandi precedenti, resisi disponibili dopo la consegna per rinuncia o decadenza dell'assegnatario purchè la graduatoria definitiva di tale bando sia stata pubblicata nel Foglio annunzi legali della Provincia da meno di sei mesi.

Nel caso di decesso del richiedente prima della pubblicazione della graduatoria definitiva nel Foglio annunzi legali, la sua domanda di prenotazione non avrà più corso; tuttavia qualora il decesso avvenga prima della pubblicazione nel Foglio annunzi legali della graduatoria provvisoria, i membri del nucleo familiare del richiedente, indicati nella suddetta domanda, avranno la facoltà di confermare la domanda del lavoratore deceduto a nome di uno di essi che sia in possesso

dei requisiti sopra indicati anche se siano scaduti i termini per la presentazione delle domande; tale richiesta di conferma sarà considerata valida soltanto se avanzata alla Commissione provinciale entro 30 giorni dal decesso e, in ogni caso, purchè pervenga prima della trasmissione della graduatoria provvisoria per la pubblicazione nel Foglio annunzi legali della Provincia.

L'assegnatario è tenuto ad andare ad abitare l'alloggio entro tre mesi dalla data stabilita per la consegna degli alloggi del fabbricato di cui quello assegnatogli fa parte. La mancata occupazione e personale abitazione nell'alloggio nel termine predetto da parte dell'assegnatario, si intende quale espressa rinuncia all'assegnazione e la Gestione in conseguenza procede all'immissione di altro assegnatario.

CAPO II. — *Modalità per la prenotazione e l'assegnazione degli alloggi rimasti disponibili per insufficiente richiesta.*

1. — *Alloggi rimasti disponibili in seguito a primo bando.*

A) *Bandi sussidiari di prenotazione.*

Per gli alloggi rimasti disponibili in ogni Provincia dopo le assegnazioni effettuate in base ai primi bandi, per i quali non sia stato pubblicato alcun bando sussidiario, si procede alla pubblicazione di un bando sussidiario generale e cioè comprendente tutti gli alloggi in tal modo disponibili nella Provincia.

Il bando viene esposto in tutti i Comuni facenti parte della Provincia interessata ed in quei Comuni, anche di altre Provincie, nei quali, per la vicinanza, facilità di comunicazioni con le località in cui sono situati gli alloggi da assegnare, ecc. sia probabile, a giudizio dell'Ufficio del lavoro, che vi siano aspiranti agli alloggi stessi e rimane affisso per un periodo di 30 giorni.

Del bando viene data notizia a tutti gli altri Uffici provinciali o regionali del lavoro i quali provvedono, mediante avvisi riepilogativi, a pubblicarli nei loro albi.

B) *Condizioni per poter concorrere all'assegnazione degli alloggi.*

Tutti i lavoratori, compresi i dipendenti da aziende o soci di cooperative autorizzate dall'I.N.A.-Casa alla costruzione diretta, che abbiano versato almeno una mensilità dei contributi dovuti alla Gestione I.N.A.-Casa ai sensi della legge 28 febbraio 1949, n. 43, anche se esplicano la loro attività fuori Provincia, possono presentare domanda di prenotazione per gli alloggi messi a concorso con i suddetti bandi sussidiari.

I lavoratori possono presentare domanda per l'assegnazione di un alloggio:

a) « con promessa di vendita », purchè nè loro nè alcun componente il nucleo familiare siano proprietari di altro alloggio in uno dei Comuni costituenti la circoscrizione di zona stabilita dal Comitato di attuazione ove sono costruiti gli appartamenti;

b) « in locazione », anche se risultino proprietari di un alloggio ma non ne possono usufruire per cause non imputabili alla loro volontà.

C) *Domande di prenotazione.*

Le domande di prenotazione degli alloggi messi a concorso con i bandi sussidiari generali vengono accettate dopo il 15° giorno di affissione del bando sino al termine del periodo di affissione. Le domande devono essere redatte su appositi moduli predisposti dalla Gestione I.N.A.-Casa che gli interessati possono ritirare presso i competenti Uffici del lavoro e della massima occupazione o presso le sezioni distaccate degli Uffici stessi e devono essere inoltrate direttamente all'Ufficio del lavoro che ha indetto il bando. Per ogni modulo rilasciato è prescritto il versamento all'Ufficio del lavoro di L. 30 quale rimborso spese.

All'atto della presentazione della domanda non è necessario unire alla medesima altro documento, oltre lo stato di famiglia dell'interessato munito della prescritta dichiarazione da parte dell'Ufficio distrettuale delle imposte dirette o del catasto.

Le domande che contengono dichiarazioni non veritiere non sono prese in considerazione ai fini della graduatoria, salvo l'applicazione delle sanzioni previste dalla legge, qualora il fatto costituisca reato perseguibile penalmente.

D) *Richieste di documentazione.*

La presentazione degli altri documenti di cui al precedente capo I, punto D), comprovanti le dichiarazioni rese in domanda viene fatta in un secondo tempo su espressa richiesta della Commissione provinciale per le assegnazioni istituita presso il competente Ufficio del lavoro e della massima occupazione.

E) *Graduatorie per l'assegnazione degli alloggi.*

Nell'assegnazione degli alloggi viene data la precedenza assoluta ai lavoratori che prestano abitualmente la loro opera nella circoscrizione di zona, stabilita dal Comitato di attuazione, ove sorgono le costruzioni; soltanto nel caso che rimangano alloggi disponibili si forma una graduatoria fra i lavoratori che prestano la loro opera fuori della circoscrizione di zona.

Gli interessati possono prendere visione presso l'Ufficio del lavoro dell'elenco dei Comuni costituenti ciascuna circoscrizione di zona.

2. — *Alloggi rimasti disponibili in seguito a bando sussidiario.*

A) *Pubblicazione dei manifesti « Avviso ».*

Per gli alloggi rimasti disponibili in ogni Provincia, dopo le assegnazioni effettuate in base al bando sussidiario generale, gli Uffici del lavoro competenti debbono procedere alla pubblicazione di un manifesto « Avviso ».

La validità del manifesto non sarà limitata nel tempo.

Dopo la prima pubblicazione per un periodo di 30 giorni, nelle località interessate il manifesto « Avviso » rimane permanentemente affisso, con i necessari aggiornamenti periodici, nella sede dell'Ufficio del lavoro competente e nelle sue sezioni staccate. Fino a quando rimangono alloggi disponibili l'Ufficio del lavoro cura che all'« Avviso » predetto sia data la massima diffusione con tutti i mezzi che riterrà opportuni.

B) *Condizioni per poter concorrere all'assegnazione degli alloggi*

Tutti i lavoratori che abbiano versato almeno una mensilità di contributi dovuti alla Gestione I.N.A.-Casa a sensi della legge 28 febbraio 1949, n. 43, possono presentarsi al competente Ufficio del lavoro per chiedere l'assegnazione di uno degli alloggi che sono rimasti disponibili a seguito di bandi sussidiari precedentemente pubblicati.

I suddetti lavoratori possono presentare domanda per la assegnazione di un alloggio:

a) « con promessa di vendita », purchè nè loro nè alcun componente il nucleo familiare siano proprietari di altro alloggio in uno dei Comuni costituenti la circoscrizione di zona stabilita dal Comitato di attuazione ove sono costruiti gli appartamenti;

b) « in locazione », anche se risultano proprietari di un alloggio, ma non ne possono usufruire per cause non imputabili alla loro volontà.

C) *Domande di prenotazione.*

I lavoratori richiedenti devono rivolgersi all'Ufficio del lavoro (sede provinciale); e presentare domanda firmata, che non è indispensabile sia redatta sugli appositi moduli; è però necessario che vi sia indicata la località ove il lavoratore presta abitualmente la sua opera, il nome del datore di lavoro e che il lavoratore dichiari di essere in possesso dei requisiti prescritti.

D) *Richieste di documentazione.*

Gli Uffici del lavoro provvedono direttamente ad effettuare gli accertamenti necessari ai fini dell'assegnazione: a questo fine essi potranno chiedere la presentazione di documenti di cui al precedente capo I, punto D).

E) *Assegnazione degli alloggi.*

Trascorsi 15 giorni dalla data di pubblicazione del manifesto « Avviso », gli Uffici del lavoro, senza procedere alla compilazione di alcuna graduatoria, daranno corso all'assegnazione degli alloggi mediante sorteggio da effettuare, prima per i lavoratori che prestano abitualmente la loro opera entro la circoscrizione di zona stabilita dal Comitato di attuazione, ove sorgono le costruzioni e quindi, se l'ulteriore risponibilità degli alloggi lo richieda, per gli altri lavoratori.

Per l'assegnazione degli alloggi che rimanessero ulteriormente disponibili dopo i predetti sorteggi, gli Uffici del lavoro prenderanno in considerazione le domande di assegnazione che verranno presentate dopo i 15 giorni dalla pubblicazione del bando « Avviso » e procederanno all'assegnazione degli alloggi in base all'ordine di presentazione delle domande stesse.

Gli interessati possono prendere visione presso l'Ufficio del lavoro dell'elenco dei Comuni costituenti ciascuna circoscrizione di zona.

3. — *Disposizioni comuni ai bandi sussidiari ed ai manifesti « Avviso ».*

Per gli alloggi da assegnare ai sensi dei punti 1 e 2 del presente capo II:

a) non verrà fatta alcuna ripartizione fra le due categorie di lavoratori (dipendenti da pubbliche Amministrazioni o da altri datori di lavoro);

b) verrà normalmente stabilita la destinazione in locazione. Soltanto quando gli alloggi da assegnare facciano parte di unità edilizie precedentemente messe a concorso con destinazione a riscatto e già parzialmente impegnate con le domande presentate per tale destinazione, la Gestione potrà all'atto della pubblicazione del secondo bando ovvero dell'« Avviso » di cui ai precedenti punti, riservarsi di stabilire in un secondo tempo la destinazione degli alloggi situati in tali unità edilizie. Tale destinazione dovrà però essere stabilita prima di iniziare le assegnazioni.

Il presente comunicato annulla e sostituisce il comunicato n. 9 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 62 del 12 marzo 1952.

(2865)

CORTE DEI CONTI

Ruoli di anzianità del personale della Corte dei conti (situazione al 1° gennaio 1953)

A norma dell'art. 21 del regolamento per la carriera e la disciplina del personale della Corte dei conti, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1364, si dà avviso che sono stati pubblicati i ruoli di anzianità del personale, secondo la situazione esistente al 1° gennaio 1953.

Gli eventuali reclami intesi ad ottenere rettifiche della posizione di anzianità, dovranno essere presentati al Presidente della Corte dei conti nel termine di sessanta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(2833)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Trasferimento dal pubblico Demanio aeronautico ai beni patrimoniali dello Stato di una zona di terreno sita nel comune di Sezze.

Con decreto del Ministro per la difesa-Aeronautica di concerto col Ministro per le finanze in data 19 maggio 1953, n. 147, registrato alla Corte dei conti addì 29 maggio 1953 al registro n. 16 Aeronautica, foglio n. 238, è stata dismessa dal pubblico Demanio aeronautico e trasferita tra i beni patrimoniali dello Stato una zona di terreno, sita nel comune di Sezze, già espropriata dall'Amministrazione aeronautica per la costituzione dell'aeroporto di Sezze, distinta in catasto al foglio 57, mappale principale 6 sub a 8 10 11 13 14 17 18 19 20 e 24, per una superficie complessiva di ettari 50.50.50.

(2941)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1953, registrato alla Corte dei conti il 1° aprile successivo, è stato dichiarato inammissibile, perchè diretto contro un atto meramente confermativo di altro atto non impugnato in termine, il ricorso straordinario prodotto da Alessandri Alberto fu Cesare, ex fattorino telegrafico avventizio nell'Amministrazione delle poste e dei telegrafi, avverso il provvedimento di reiezione della sua domanda intesa ad ottenere l'applicazione nei suoi confronti del decreto legislativo 12 dicembre 1947, n. 1488.

(2921)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Proroga di divieti di caccia e uccellagione

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 23 marzo 1949, 10 agosto 1950, 20 luglio 1951 e 8 luglio 1952, nella zona di Termoli, Guglionesi e Petacciato (Campobasso), dell'estensione di ettari 1650 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 23 marzo 1949, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1954.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 12 marzo 1949, 14 agosto 1950, 24 luglio 1951 e 12 luglio 1952, nella zona di Miranda ed Isernia (Campobasso), dell'estensione di ettari 1300 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 12 marzo 1949, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1954.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 27 marzo 1949, 12 agosto 1950, 19 luglio 1951 e 7 luglio 1952, nella zona di Montenero di Bisaccia (Campobasso), dell'estensione di ettari 1500 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 27 marzo 1949, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1954.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 9 agosto 1948, 17 agosto 1950, 22 luglio 1951 e 10 luglio 1952, nella zona di Larino, Montorio e Casacalenda (Campobasso), dell'estensione di ettari 988 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 9 agosto 1948, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1954.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 9 aprile 1949, 13 agosto 1950, 18 luglio 1951 e 6 luglio 1952, nella zona di Campobasso, Ripalimosani e Santo Stefano (Campobasso), dell'estensione di ettari 1000 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 9 aprile 1949, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1954.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 10 agosto 1948, 19 agosto 1950, 21 luglio 1951 e 9 luglio 1952, nella zona di Boiano (Campobasso), della estensione di ettari 622 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 10 agosto 1948, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1954.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 21 agosto 1950, 29 novembre 1951 e 1° luglio 1952, nella zona di Agnone (Campobasso), dell'estensione di ettari 600 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 21 agosto 1950, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1954.

(2781)

Revoca di zona venatoria di ripopolamento e cattura

La zona di ripopolamento e cattura di Genga (Ancona), della estensione di ettari 745 circa, di cui ai decreti Ministeriali 12 giugno 1948 e 30 giugno 1951, viene revocata.

(2750)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 41.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 8 — Data: 19 luglio 1951 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Chieti — Intestazione: Merlino Giuseppe Antonio Gioacchino fu Nicola — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934) — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 11 — Data: 8 agosto 1951 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Lucca — Intestazione: Micheli Paolino fu Gabriello — Titoli del Debito pubblico: Cons. 3 % (1861) — Rendita L. 75.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 498 — Data: 17 gennaio 1953 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Como — Intestazione: Cattaneo Luigi fu Fabio — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 30.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1890 — Data 27 febbraio 1952 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Firenze — Intestazione: Bini Amedeo fu Leopoldo — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 3000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 3041 — Data: 14 ottobre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Udine — Intestazione: Banca Cattolica del Veneto — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 100.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 883 — Data: 2 marzo 1953 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Ravenna — Intestazione: Guerra Apollinare fu Giovanni — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 6000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 137 — Data: 6 giugno 1951 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Macerata — Intestazione: Romiti Agostino fu Lorenzo — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 26 — Data: 12 febbraio 1953 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Mantova — Intestazione: Carazzi Gino fu Eliseo — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 172 — Data: 7 marzo 1952 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Potenza — Intestazione: Schiavoni Eugenio di Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906) — Rendita L. 1400.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 25 maggio 1953

Il direttore generale: SALIMEI

(2595)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 19.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
P. R. 3,50% (1934)	515013	4.760 —	Soldi *Ciro Paolo* fu Agide, interdetto sotto la tutela del fratello Soldi Giuseppe fu Agide, dom. in San Daniele Ripa Po (Cremona).	Soldi *Paolo* fu Agide, ecc., come contro.
Id.	516949	1.522,50	Soldi *Ciro Paolo* fu Agide, interdetto sotto la tutela di Soldi Giuseppe fu Agide, dom. in San Daniele Ripa Po (Cremona).	Soldi *Paolo* fu Agide, ecc., come contro.
Id.	520153	1.813 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	522906	2.691,50	Come sopra.	Come sopra.
Id.	526285	3.500 —	Come sopra.	Come sopra.
Rendita 5% (1935)	72457	1.500 —	Malvano *Margherita* fu Alessandro moglie di Malvano *Enrico* fu Giuseppe, vincolata per dote.	Malvano *Rachele Margherita* fu Alessandro moglie di Malvano *Samuele Enrico* fu Giuseppe, vincolata per dote.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 25 maggio 1953

Il direttore generale: SALIMEI

(2594)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO
ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO
PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 136

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 18 giugno 1953

	Dollaro U. S. A.	Canadese
Borsa di Bologna	624,90	627,31
» Firenze	624,90	626,50
» Genova	624,91	627 —
» Milano	624,91	627 —
» Napoli	624,90	626 —
» Palermo	624,89	627,20
» Roma	624,89	627 —
» Torino	624,90	626 —
» Trieste	624,90	—
» Venezia	624,90	628,25

Media dei titoli del 18 giugno 1953

Rendita 3,50 % 1906	65,55
Id. 3,50 % 1902	61 —
Id. 3 % lordo	70,30
Id. 5 % 1935	96,175
Redimibile 3,50 % 1934	78,70
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	70,175
Id. 5 % (Ricostruzione)	92,95
Id. 5 % 1936	92,75
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,05
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	97,075
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	97,05
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	96,90

L'ispettore generale contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 18 giugno 1953

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U.S.A. Lit. 624,90
1 dollaro canadese » 627

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina . . . . Lit. 1749,72

Cambi di compensazione
(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,50	per franco belga
Danimarca	»	90,46	» corona danese
Egitto	»	1794,55	» lira egiziana
Francia	»	1,785	» franco francese
Germania	»	148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,48	» corona norvegese
Olanda	»	164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,90	» franco svizzero

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Aldo Stramignoni di Adriano, nato a Torino, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in medicina e chirurgia conseguito presso la Università di Torino nel 1947.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Torino.

(2836)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Diario delle prove scritte degli esami di procuratore per la sessione dell'anno 1953

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto Ministeriale 5 dicembre 1952, con cui è stata indetta la sessione di esami di procuratore per l'anno 1953 presso le Corti d'appello di Ancona, Bari, Bologna, Brescia, Cagliari, Caltanissetta, Catania, Catanzaro, Firenze, Genova, L'Aquila, Lecce, Messina, Milano, Napoli, Palermo, Perugia, Potenza, Roma, Torino, Trento e Venezia;

Visto il decreto Ministeriale 25 febbraio 1953, con cui le prove scritte di tali esami furono rinviate ai giorni 15 e 16 giugno 1953, fissandosi il termine di presentazione delle domande di ammissione per il 20 maggio;

Ritenuta la opportunità di differire dette prove ad altra data;

Decreta:

Art. 1.

Le prove scritte degli esami di procuratore per la sessione dell'anno in corso, già fissate con il decreto Ministeriale 25 febbraio 1953 per i giorni 15 e 16 giugno del corrente anno, avranno luogo come appresso:

2 luglio 1953, ore 9: diritto civile e amministrativo;
3 luglio 1953, ore 9: procedura civile e penale.

Art. 2.

Resta fermo il termine di presentazione delle domande di ammissione agli esami predetti già fissato per il 20 maggio 1953.

Roma, addì 30 maggio 1953

Il Ministro: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *giugno* 1953
Registro n. 16 *Grazia e giustizia, foglio n.* 109. — OLIVA

(2946)

MINISTERO DEL TESORO

Concorso per l'iscrizione di allievi nella Scuola dell'arte della medaglia per l'anno scolastico 1953-54 e per il conferimento di una borsa annuale di studio.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 14 luglio 1907, n. 486, che istituisce in Roma la Scuola dell'arte della medaglia;

Visto il regolamento 4 ottobre 1907, n. 765, e successive modificazioni, per l'esecuzione della suddetta legge;

Decreta:

Art. 1.

E' aperto un concorso per esami, per l'iscrizione di allievi nella Scuola dell'arte della medaglia per l'anno scolastico 1953-54 e per il conferimento di una borsa annuale di studio.

Art. 2.

Coloro che aspirano ad essere iscritti alla detta Scuola dovranno farne domanda al Ministero del tesoro (Direzione generale del tesoro) su carta da bollo da L. 32 da presentare o far pervenire entro il 30 settembre 1953.

Dalla domanda dovrà risultare:

a) nome, cognome e paternità dell'aspirante;
b) luogo e data di nascita;
c) domicilio;
d) indirizzo al quale si chiede siano trasmesse le eventuali comunicazioni;
e) elenco dei documenti allegati.

Alla domanda dovranno essere uniti i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 40, rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del Comune di origine, legalizzato dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

2) certificato generale del casellario giudiziario su carta da bollo da L. 85, rilasciato dal segretario della procura della Repubblica e legalizzato dal procuratore della Repubblica;

3) certificato di buona condotta morale e civile su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune dove il candidato risiede da almeno un anno, legalizzato dal prefetto. In caso di residenza per un tempo minore, occorre altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni ove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno, con la prescritta legalizzazione;

4) certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale dello stato civile del Comune di origine, e legalizzato, nel primo caso dal prefetto e, nel secondo, dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio.

I documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4) devono essere di data non anteriore ai tre mesi da quella del presente decreto.

La legalizzazione delle firme sui documenti allegati alle domande di ammissione al concorso non occorre per i certificati rilasciati o vidimati dalle autorità residenti in Roma

I concorrenti uniranno inoltre tutti quei titoli, saggi e foto grafie, in base ai quali potranno dimostrare il grado di perizia da essi raggiunto nell'arte del disegno, della modellatura e della incisione

Tutti i detti titoli, saggi e fotografie, dovranno essere au tenticati.

Art. 3.

I candidati i cui documenti siano riconosciuti regolari dovranno sostenere un esperimento pratico che avrà luogo in Roma, presso la Scuola dell'arte della medaglia (palazzo della Zecca, via Principe Umberto n. 4).

L'esperimento si comporrà

1) di un saggio di modellazione, in bassorilievo, di una figura umana copiata dal vero;

2) di un saggio di disegno a mezza macchia dal nudo

Al concorrente saranno concesse otto ore di tempo per ciascun saggio.

Art. 4.

Il Consiglio direttivo della Scuola, in base al risultato dell'esperimento pratico e dei titoli presentati, compilerà, per ordine di merito, la lista dei giovani che potranno essere ammessi alla Scuola come allievi.

Coloro che pur possedendo titoli sufficienti per l'ammissione senza esami alla Scuola, si sottopongono volontariamente agli esami stessi nell'intento di concorrere per la borsa di studio, rinunciano implicitamente all'ammissione per titoli, e restano esclusi dalla Scuola se non ottengono l'ammissione per esami.

La borsa di studio sarà conferita per l'anno scolastico 1953-54 al candidato che, a giudizio del Consiglio direttivo, otterrà la migliore votazione, conseguendo almeno i pieni voti legali.

Non saranno prese in considerazione le domande di coloro che abbiano precedentemente concorso due volte per l'ammissione alla Scuola

Roma, addì 10 giugno 1953

Il Ministro: PELLA

(2927)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorsi a posti nel ruolo dell'Ispettorato centrale per le antichità e belle arti del Ministero della pubblica istruzione (gruppo A, grado 6°).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, e successive modificazioni;

Veduto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, e successive modificazioni;

Veduto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1305;

Decreta:

Art. 1.

Sono banditi i seguenti concorsi a posti nel ruolo dell'Ispettorato centrale per le antichità e belle arti del Ministero della pubblica istruzione (gruppo A, grado 6°):

a) un concorso ad un posto di ispettore centrale per le Antichità, riservato ai direttori per le Antichità del ruolo delle Soprintendenze alle antichità e belle arti;

b) un concorso ad un posto di ispettore centrale per l'Istruzione artistica, riservato ai direttori e professori di Accademie, Istituti e Scuole statali di istruzione artistica.

Art. 2.

I concorrenti, alla data di scadenza del termine di presentazione delle domande, devono rivestire il grado 7° (o superiore) o, almeno da cinque anni, il grado 8°.

Art. 3.

Le domande di ammissione ai concorsi, redatte su carta da bollo da lire 32, dovranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale antichità e belle arti) entro il termine di 60 giorni a contare da quello successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Art. 4.

Le domande dovranno essere corredate dei seguenti documenti:

1) relazione illustrativa documentata dell'attività amministrativa e scientifica svolta e della carriera percorsa dal candidato, in cinque esemplari;

2) copia autentica dello stato di servizio civile rilasciata dalla Direzione generale delle antichità e belle arti in data non anteriore a quella del presente decreto, con l'indicazione delle note di qualifica riportate nell'ultimo decennio;

3) attestazione, su carta da bollo da L. 24 rilasciata dalla Direzione generale delle antichità e belle arti, in data non anteriore a quella del presente decreto, dalla quale risulti che l'aspirante trovasi in attività di servizio e non è sottoposto a procedimenti penali o disciplinari;

4) ogni altro titolo o documento che il candidato ritenga utile agli effetti del concorso.

Art. 5.

Entro il termine di cui all'art. 3, gli interessati dovranno far pervenire, separatamente dalle domande e dai documenti di cui sopra le loro eventuali pubblicazioni in duplice esemplare, corredate da un elenco in doppia copia.

Sui pacchi e sulle casse delle pubblicazioni dovranno essere indicati il cognome e il nome del candidato e stampigliata la dizione: « Concorso per ispettore centrale per le Antichità ovvero per l'Istruzione artistica ».

Sono accettati soltanto i lavori pubblicati o in bozza di stampa. Non saranno presi in considerazione manoscritti o dattiloscritti.

Art. 6.

Non saranno ammessi al concorso coloro che faranno pervenire le domande e i documenti prescritti dopo il termine stabilito, nè saranno accettate, dopo il termine suddetto, pubblicazioni o parti di esse o qualsiasi altro documento.

La data di presentazione delle domande, dei documenti e delle pubblicazioni sarà accertata dal bollo di arrivo al Ministero.

Non è consentito il riferimento a documenti o pubblicazioni esistenti o presentati presso altre Amministrazioni od altri uffici del Ministero della pubblica istruzione.

Art. 7.

Le Commissioni giudicatrici dei concorsi stabiliranno preventivamente i criteri per la valutazione dei titoli degli aspiranti, con determinazione dei relativi punteggi.

Le graduatorie generali di merito e le graduatorie dei vincitori e degli idonei saranno pubblicate nel bollettino ufficiale del Ministero.

Nel caso di parità di merito saranno applicate le disposizioni di legge relative alla materia.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 2 maggio 1953

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *giugno* 1953
Registro n. 24, *foglio n.* 25.

(2896)

PREFETTURA DI ANCONA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ancona

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ANCONA

Visto il proprio decreto n. 14837, in data 7 maggio 1953, con il quale è stata approvata la graduatoria dei concorrenti risultati idonei al concorso per l'assegnazione delle condotte ostetriche vacanti nella provincia di Ancona alla data del 30 novembre 1950;

Veduto l'ordine delle preferenze per le sedi messe a concorso indicate dai candidati compresi nella graduatoria medesima;

Veduto l'art. 55 del decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Veduta la legge 1° agosto 1921, n. 1312, riformata con la legge 3 giugno 1950, n. 375, relativa alla assunzione obbligatoria degli invalidi di guerra;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie;

Decreta:

Le seguenti candidate comprese nella graduatoria del concorso sopra indicato sono dichiarate vincitrici della condotta a fianco di ciascuna rispettivamente segnata:

Vici Maria, invalida di guerra: Chiaravalle (1ª condotta);
Addei Ermelinda: Ostra Vetere;
Caverni Ada: Castelleone di Suasa;
Bianchini Bianca: San Marcello;
Checuz Iva: Agugliano;
Ariatti Adelinda: Poggio San Marcello.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, nell'albo di questa Prefettura e nell'albo pretorio dei Comuni interessati.

Ancona, addì 27 maggio 1953

Il prefetto: DONADU

(2771)

PREFETTURA DI MATERA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Matera

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visto il proprio decreto n. 6762 3-San. del 21 marzo 1953, col quale sono stati nominati gli ufficiali sanitari vincitori del concorso bandito con decreto n. 10206/1 Div. 3-San. del 30 giugno 1947, e successive modificazioni ad esso apportate;

Vista la graduatoria del concorso, approvata con decreto n. 2591 3-San. del 13 febbraio 1953;

Considerato che il posto di ufficiale sanitario di Pomarico si è reso vacante in seguito alla mancata assunzione del servizio da parte del dott. Bianco Giambattista il quale è stato nominato ad altra sede successivamente resasi vacante e da lui richiesta in ordine di preferenza;

Ritenuto che il dott. Di Gennaro Andrea, dodicesimo nella graduatoria di merito sopra citata, ha diritto alla nomina ad ufficiale sanitario del predetto Comune;

Visto l'art. 26 del regolamento dei concorsi sanitari approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

Il dott. Di Gennaro Andrea viene nominato ufficiale sanitario del comune di Pomarico, per un biennio di esperimento, a termine del quale sarà provveduto alla nomina definitiva o alla dimissione.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio il 15 giugno 1953, con espressa avvertenza che nel caso di mancata assunzione entro tale termine, senza giustificato motivo, sarà dichiarato rinunziatario.

Il dott. Di Gennaro dovrà prestare la promessa di cui all'art. 38 del testo unico delle leggi sanitarie;

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Matera, addì 1° giugno 1953

Il Prefetto.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visto il proprio decreto n. 6762 3-San. del 21 marzo 1953, col quale sono stati nominati gli ufficiali sanitari vincitori del concorso bandito con decreto n. 10206/1 Div. 3-San. del 30 giugno 1947, e successive modificazioni ad esso apportate;

Vista la graduatoria del concorso, approvata con decreto n. 2521 3-San. del 13 febbraio 1953;

Considerato che il posto di ufficiale sanitario di Ferrandina si è reso vacante in seguito alla mancata assunzione del servizio da parte del vincitore dott. Tamburrini Luigi;

Ritenuto che il dott. Bianco Giambattista, undicesimo nella graduatoria di merito sopra citata, ha diritto alla nomina ad ufficiale sanitario del predetto Comune perchè ha richiesto tale sede in ordine di preferenza nella domanda di partecipazione al concorso e che, interpellato in proposito, ha dichiarato di accettarla;

Visto l'art. 26 del regolamento dei concorsi sanitari approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

Il dott. Bianco Giambattista viene nominato ufficiale sanitario del comune di Ferrandina, per un biennio di esperimento, a termine del quale sarà provveduto alla nomina definitiva o alla dimissione.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio il 15 giugno 1953, con' espressa avvertenza che nel caso di mancata assunzione entro tale termine, senza giustificato motivo, sarà dichiarato rinunziatario.

Il dott. Bianco, dovrà prestare la promessa di cui all'articolo 38 del testo unico delle leggi sanitarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Matera, addì 1° giugno 1953

Il Prefetto.

(2729)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.